

Unité Départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet I
Entrée Asturies - Bâtiment A
12 Avenue de Paris
62400 BETHUNE
Tél. : 03 21 63 69 00

Béthune, le **15 MAI 2023**

ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

Visite d'Inspection du 04 mai 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCHUR FLEXIBLES UNI ROTO

Hameau de la Neuville
RN 39
62127 AVERDOINGT

Références : FW/MM EQUIPE 4-166-2023
Code AIOT : 0007001104

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'Inspection réalisée le 04 mai 2023 dans l'établissement SCHUR FLEXIBLES UNI ROTO implanté 24 Hameau de la Neuville RN 39 62127 AVERDOINGT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHUR FLEXIBLES UNI ROTO
- 24 Hameau de la Neuville RN 39 62127 AVERDOINGT
- Code AIOT : 0007001104
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site SCHUR FLEXIBLES UNI ROTO à AVERDOINGT est autorisé par Arrêté Préfectoral du 18 novembre 2003 modifié, notamment pour les rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées :

- 3670 : Traitement de surface de matières, d'objets, ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage, ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg par heure ou à 200 tonnes par an ;

• 2450-2 : Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante : Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est supérieure à 200 kg/j ;

• 2915-1 : Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 1 000 l.

L'établissement fait partie des établissements dits « IED » car il comprend des activités visées par les dispositions prises en application de la transposition de la Directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (Rubriques 3000 de la nomenclature).

L'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 23 octobre 2020 a acté les modifications du site et notamment l'installation de la ligne d'impression ROTO 9 ainsi qu'un deuxième oxydateur thermique pour traiter les effluents de composés organiques volatils (COV).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déclaration GERP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des Installations Classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'Inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avari(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration GERP / Obligation	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Annexe I	/	Sans objet
2	Déclaration GERP / État	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 7	/	Sans objet
3	Déclaration GERP / Données attendues si seuils dépassés	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4	/	Sans objet
4	Déclaration GERP / Données attendues si seuils dépassés année précédente	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4	/	Sans objet
5	Déclaration GERP / Installations consommant plus de 30 t/an de solvants	Arrêté Ministériel du 02 février 1998 Article 28.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Déclaration GERP / Installations consommant des solvants	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 10.1	/	Sans objet
7	Déclaration GERP / Validité des données dans l'air	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 5	/	Sans objet
8	Déclaration GERP / Validité des données dans l'eau	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 5	/	Sans objet
9	Déclaration GERP / Emissions accidentelles	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4	/	Sans objet
10	Déclaration GERP / Respect des VLE annuelles	Arrêté Préfectoral du 18 novembre 2003 Article 19.3	/	Sans objet
11	Déclaration GERP / Prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a relevé aucune non-conformité à la réglementation en vigueur, lors de la visite d'inspection du 04 mai 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration GEREPE / Obligation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Etablissement concerné par la déclaration au motif de : <ul style="list-style-type: none">- soumis à Autorisation- ou soumis à Enregistrement
Constats : L'établissement SCHUR FLEXIBLES à AVERDOINGT est concerné par la Déclaration GEREPE car soumis à Autorisation au titre des rubriques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 3670 : Traitement de surface de matières, d'objets, ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage, ou d'imprégnation...- 2450-A : Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Déclaration GEREPE / Etat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars de l'année N + 1.
Constats : Au 31 mars 2022, le taux de remplissage de la déclaration GEREPE de l'établissement SCHUR FLEXIBLES à AVERDOINGT était de 100%.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déclaration GERE / Données attendues si seuils dépassés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année ...: - les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement ... dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe ... - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an ; - les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
Constats : Concernant les rejets eaux : - Aucune eau n'est consommée dans le process. Les volumes d'eau consommés et rejetés annuellement sont nettement inférieurs aux seuils de déclaration. Concernant les rejets air : - les émissions chroniques sont déclarées pour le paramètre "Composés Organiques Volatils (COV)". Les rejets des deux oxydateurs thermiques sont pris en compte pour le calcul des émissions. Pour les paramètres non déclarés dans GERE (NOx, CO et CH4), l'exploitant devra justifier que les émissions sont inférieures aux seuils de déclaration de l'Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Annexe II ; néanmoins, en première approche, il apparaît que les seuils de déclaration ne sont pas dépassés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déclaration GERE / Données attendues si seuils dépassés année précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, (...) une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.
Constats : Cette disposition a été rappelée à l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclaration GERE / Installations consommant plus de 30 t/an de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02 février 1998 Article 28.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions de COV)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'Inspection des Installations Classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : La consommation de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an. Le plan de gestion des solvants (PGS) a été transmis via l'outil GERE. Ce dernier est néanmoins une version simplifiée ; l'exploitant transmettra à l'Inspection la version complète faisant notamment apparaître la quantité d'émissions diffuses.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Déclaration GERE / Installations consommant des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions de COV)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Données spécifiques pour les installations : <ul style="list-style-type: none">- consommant plus de 30 t/an de solvants- utilisant ou émettant des COV H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou halogénées H341 ou H351
Constats : Le tableau des consommations et émissions de solvants est complété. L'exploitant devra néanmoins compléter dans la section "combustion/incinération", le tableau des installations avec les deux oxydateurs thermiques et préciser notamment le nombre d'heures de fonctionnement. De plus, le tableau des installations consommant des solvants donne un nombre d'heures de fonctionnement global ; à l'avenir, l'exploitant détaillera le nombre d'heures pour chaque installation d'impression et de complexage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Déclaration GERE / Validité des données dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Air (Emissions)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...). Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de cinq ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.
Constats : L'évaluation des rejets atmosphériques est basée sur : <ul style="list-style-type: none">- la mesure annuelle des rejets des installations, réalisée par l'exploitant dans le cadre de son autosurveillance,- les résultats du contrôle inopiné annuel réalisé à l'initiative de la DREAL,- le plan de gestion des solvants. Les rejets des deux oxydateurs thermiques sont pris en compte pour le calcul des émissions. Les rapports des mesures annuelles réalisées sur ces installations et les méthodes de report dans GERE ont été présentées en séance. Le nombre d'heures de fonctionnement pris en compte correspond au nombre d'heures de fonctionnement des machines d'impression et de complexage. Les périodes d'indisponibilité des oxydateurs sont pris en compte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Déclaration GERE / Validité des données dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau (consommation et rejets)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...). Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de cinq ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.
Constats : Sans objet, pas de déclaration de rejets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Déclaration GERE / Emissions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement (...) déclare : - les émissions chroniques et accidentelles (...)
Constats : Cette disposition a été rappelée à l'exploitant. Aucune émission accidentelle n'a été portée à la connaissance de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Déclaration GEREPE / Respect des VLE annuelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18 novembre 2003 Article 19.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air (valeur limite d'émissions)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs annuelles fixées par le présent arrêté ».
Constats : Les flux annuels déclarés sur GEREPE pour le paramètre "COV" respectent les valeurs limites d'émission fixées à l'article 19.3 de l'Arrêté Préfectoral du 18 novembre 2003 modifié. Le flux d'émission diffuse de COV est également conforme à la réglementation en vigueur (inférieur à 100 t/an).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Déclaration GEREPE / Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Eau (valeur limite de prélèvement)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'Arrêté d'Autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles (...).
Constats : - Sans objet -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet